

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL AVICOLE DE LOGORAY

LOGORAY
22390 Bourbriac

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005522590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement EARL AVICOLE DE LOGORAY implanté Goas levé 22390 Bourbriac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de mise en demeure

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL AVICOLE DE LOGORAY
- Goas levé 22390 Bourbriac
- Code AIOT : 0005522590
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Elevage de volaille

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

proposition de levée d'astreinte et de l'AP de mise en demeure suite au retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : L'EARL AVICOLE DE LOGORAY, dont le siège social est situé au lieu-dit « LOGORAY » à BOURBRIAC, est mise en demeure pour l'exploitation lieu-dit « GOAS LEVE » à Bourbriac, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de trois mois : - l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 15 février 1990 l'autorisant à exploiter un élevage avicole de 26400 poulets de chair.
Constats : conforme, l'éleveur a amené les documents nécessaires prouvant le retour à la conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de respecter, dans les mises en place futures, son arrêté préfectoral du 15 février 1990 à savoir au maximum 26400 poulets de chair et donc 26400 poussins livrés incluant les 2% gratuits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte